

faire placer une pierre provisoire. Satisfait par cette réponse, le peuple réclama la mise en liberté immédiate, de tous les individus arrêtés par suite de leurs opinions. Le général, à qui tous les genres de mensonge, comme de perfidie, étaient devenus faciles, affirma « que l'ordre en avait été donné, et que tous étaient libres. » Peu d'instans eussent suffi pour le convaincre d'imposture; mais le peuple crut à sa parole, et Freyre était bien certain que le jour suivant, à la même heure, personne ne lui demanderait compte de l'exécution de sa promesse!.. Pendant toute la nuit du 9 au 10, des transports d'allégresse éclatèrent sur tous les points de la ville; les magasins demeurèrent ouverts; le peuple parcourut les rues, élégamment tapissées; l'illumination générale dura jusqu'au jour; et le lendemain, avant le lever du soleil, les communications furent ouvertes entre Cadix et San-Fernando. Une foule immense de citoyens de Cadix, les uns en calèche, les autres à cheval, et le plus grand nombre à pied, s'empressèrent d'aller embrasser des amis auxquels ils désiraient depuis si long-temps de se réunir. C'est sur cette route que se rencontrèrent les députés de l'armée qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, se rendaient à Cadix, et les habitans de cette ville qui allaient presser dans

leurs bras leurs frères de San-Fernando. Déjà le journal de Cadix, du 10 mars, avait annoncé l'heure à laquelle la Constitution serait promulguée; les jours pendant lesquels la ville serait illuminée; et publié le programme des fêtes qui devaient être célébrées à cette grande époque. Déjà s'élevaient dans les rues et sur la place San-Antonio les échafaudages destinés à placer les magistrats chargés d'annoncer au peuple le rétablissement de ses libertés; toutes les autorités étaient invitées; et, qui le croirait? les consuls des puissances étrangères furent appelés à venir sanctionner, par leur présence, l'un des plus horribles attentats qui aient ensanglanté les annales humaines (1).

Freyre donna ordre à toutes les troupes de rester dans leurs casernes, et, sous aucun pré-

---

(1) Si les consuls fussent arrivés quelques instans plus tôt, il est probable que, dans l'impossibilité de faire reconnaître leur caractère par une soldatesque ivre de vin et altérée de sang, ils auraient partagé le sort des infortunés habitans de Cadix. Nous avons sous les yeux une lettre de cette ville, datée de cette époque, dans laquelle on annonce que le consul de France avait demandé une satisfaction. Si ce fait est vrai, il est présumable qu'on n'aura point donné de suite à cette demande.

texte , il ne fut permis aux officiers et aux soldats de se répandre dans la ville ; on avait un trop grand intérêt à séparer de la joie commune ceux qu'on destinait à devenir , dans quelques instans , les bourreaux de leurs paisibles concitoyens. Cet ordre fut observé pendant toute la journée du 9 , et durant ce temps , des patrouilles , composées de la milice de Séville , dont l'union avec les citoyens ne fut pas troublée un seul moment , maintinrent dans la ville un ordre si parfait , que ni les cafés , ni les magasins , ni les lieux de divertissement à l'usage du peuple , ne furent fermés pendant 28 heures ; et que , dans cet intervalle , aucune personne de l'un et de l'autre sexe ne commit le plus léger désordre.

Le 10 mars , à dix heures un quart du matin , au moment où toute la population de Cadix , livrée à l'espoir des nouvelles destinées de la patrie et transportée du plus saint enthousiasme , était rassemblée dans les rues et sur les places pour assister à la promulgation de l'acte constitutionnel , indiquée pour onze heures , on vit , tout à coup , sortir de la caserne de la Bombe , semblables à des lions furieux , et ivres pour la plupart , les soldats du bataillon des Guides , au nombre de quatre cents , faisant feu de tous côtés , sur la foule , et sur les

habitans que l'horreur d'un tel spectacle faisait accourir à leurs balcons. Ils assassinaient les citoyens, aux cris de *vive le roi*, pendant que ceux des soldats qui étaient restés dans les casernes, poussant les mêmes cris et montrant la même fureur, faisaient également feu, du haut des toits de ces casernes, formés en terrasses et revêtus de parapets. Les soldats qui étaient sortis des quartiers se dirigèrent par la place de la Verdad, et les rues à droite de celle San-Antonio, continuant à égorger tout ce qui se trouvait sur leur passage, et massacrant indistinctement hommes, femmes, enfans, vieillards. Les malheureux ouvriers qui élevaient les échafaudages sur la place, et qui étendaient les tapisseries devant les maisons, tombèrent les premiers sous les coups de ces brigands, qui paraissaient ne ralentir un moment leurs assassinats, que pour dépouiller les cadavres de leurs victimes. Tous ceux des habitans à qui on en laissa le temps, se réfugièrent dans les premières maisons qui s'offrirent à eux. Cependant les officiers qui présidaient à cette épouvantable boucherie, vinrent chercher les généraux Freyre et Villavicencio, dans la maison où ils étaient renfermés, rue de Linarès, et les en firent sortir, pour les conduire chez les généraux Campana et Valdès, logés dans les

mêmes casernes d'où venaient de sortir , quelques instans auparavant , et aux mêmes cris de *vive le roi* , le régiment des Guides , et le bataillon d'assassins connu sous le nom de la *Lealtad* , suivi des milices de Xerès , destinées à le seconder dans l'exécution des massacres. Le colonel Capacète et son fils terminèrent cette scène d'horreurs en s'emparant des clefs de la ville , qu'ils apportèrent au pavillon habité par Valdès , quoiqu'un nombre considérable de citoyens fût encore hors des portes. Ce fut dans ce pavillon que se réunirent ensuite les généraux , et leurs exécra- bles complices , les chefs et officiers des hordes de brigands que nous venons de nommer. Après avoir donné le matin , à la Cortadura et à l'escadre , des ordres pour laisser librement communiquer les habitans de Cadix et ceux de l'île , ils changèrent tout à coup ces instruc- tions , et prescrivirent de remettre les forts et la ville dans le même état de défense qu'appa- ravant. Le général Villavicencio partit à une heure pour la Cortadura , d'où il monta à bord ; Freyre ne quitta Cadix qu'à quatre heures du soir , pour retourner à Puerto Santa-Maria.

Un feu de file ou de peloton , tel que pour- rait le faire une troupe de mille hommes , avait duré depuis dix heures un quart du matin jus-

qu'à une heure de l'après midi; les cris de *vive le roi*, qui paraissaient être le mot d'ordre des bourreaux, s'étaient mêlés, pendant les massacres, aux gémissemens des blessés et aux derniers soupirs des mourans.

Les assassinats continuèrent pendant trois heures; mais les brigandages se prolongèrent au delà de vingt-quatre. Les soldats, divisés par pelotons de huit, dix, et quinze hommes, se répandirent alors dans tous les quartiers de la ville, menaçant à tout instant de l'incendier; enfonçant les portes des maisons pour les piller: et rançonnant, la baïonnette sur la poitrine, ceux que les besoins de la vie forçaient encore à se trouver dans les rues. Plusieurs personnes qui n'avaient point d'argent sur elles furent impitoyablement égorgées par ces canibales; le nombre des habitans qui rachetèrent leurs jours de leur bourse fut considérable, parce que, outre ceux dont nous venons de parler, un grand nombre de ceux qui s'étaient réfugiés dans les maisons de leurs amis, ayant cru pouvoir en sortir avec sûreté, aussitôt qu'ils avaient vu que le feu avait cessé, étaient tombés ainsi entre les mains des soldats.

Quoique des patrouilles, composées des autres corps de la garnison, parcourussent les rues, il fut cependant impossible d'arrêter le

désordre avant l'après midi du samedi 11 ; ce même jour , vers le soir , une proclamation , affichée sur les murs de la ville , et dont le but était de rejeter sur les prétendues provocations des paisibles et infortunés citoyens , les forfaits inouïs qui venaient de se commettre , annonça que tout était tranquille , interdit à tous les habitans de porter une arme , soit offensive , soit défensive ; leur défendit de circuler dans les rues , après huit heures du soir , sans passeport de leur commissaire de quartier ; et ordonna que les cafés et les boutiques seraient fermés à sept heures. Cette proclamation , qui n'eût été que ridicule , si ce mot pouvait trouver place au milieu d'un tel désastre , fut suivie d'un ordre du jour plus horrible , s'il est possible , que les forfaits même de la veille. Dans cette pièce , vraiment remarquable par la franchise de sa scélératesse et l'excès de son audace , l'abominable Campana , né lui-même à Cadix , rendait de solennelles actions de grâces aux troupes qui venaient de se baigner dans le sang de ses concitoyens sans défense (1). Le soir , ces mêmes troupes furent réunies sur la place San-Antonio , pour y jurer fidélité au roi !!!

---

(1) Pièces justificatives.

Le nombre des citoyens qui perdirent la vie dans cette affreuse journée fut de quatre cent trente-six ; soixante-seize furent blessés , et plusieurs d'entre ces derniers moururent quelques jours après , à l'hospice de San-Fernando (1).

Un voile , impénétrable depuis dix mois à la justice , mais transparent pour l'opinion publique , soustrait encore à la vengeance de la nation espagnole les véritables auteurs des massacres de Cadix , dont les Freyre , les Campana et les Valdès , furent les atroces mais aveugles instrumens ; ce même voile , qu'il ne nous appartient pas de lever , mais qui sans doute ne tardera pas à l'être , est étendu sur les conspirateurs de Valence , d'Avila , de Burgos , dont quelques-uns , dit-on , prétendent se justifier en compromettant le nom le plus auguste ; les véritables Espagnols sont consternés de tant d'impunité et d'audace ; ils ne peuvent se dissimuler qu'elle doit encourager à de nouveaux attentats les ennemis de la liberté et de l'ordre

---

(1) Quelque considérable que soit ce nombre , il l'eût été bien davantage si les soldats , qu'on avait pris soin d'enivrer pendant la nuit , eussent tiré d'une main plus sûre ; mais par bonheur toutes les balles portèrent très-haut , ainsi qu'on l'a vérifié depuis.



constitutionnel ; ils se demandent s'il existe en Espagne d'autre inviolabilité que celle de la personne royale : or, cette personne étant un être abstrait, qu'aucune loi, aucun soupçon même ne peuvent atteindre, nous oserons demander, à notre tour, dans l'intérêt d'une nation si digne de conserver la liberté qu'elle a conquise, quelle est la cause inconnue qui, en retenant depuis si long-temps le bras de la justice, levé sur des hommes également coupables envers la patrie qu'ils trahissent et le monarque qu'ils calomnient, provoque ces vengeances populaires, d'exécration mémoire, dont la France, à l'une des plus funestes époques de sa révolution, donna l'exemple au monde (1).

Mais il est temps de détourner nos regards du sanglant spectacle qu'offrait la malheureuse

---

(1) Les massacres des premiers jours de septembre 1792. Personne n'ignore que les hommes barbares qui dirigèrent ces épouvantables événemens, avaient enflammé l'imagination de la multitude, en lui persuadant que les tribunaux de cette époque se refusaient à condamner quelques hommes qui, à la suite de la révolution du 10 août, lui étaient désignés comme ses ennemis. C'est surtout à cette cause qu'il faut attribuer la criminelle indifférence avec laquelle la population de Paris, forte de

ville de Cadix, livrée à toutes les horreurs d'une place prise d'assaut, pour les reporter sur le théâtre de la gloire des libérateurs de l'Espagne.

---

plus de huit cent mille âmes, vit exécuter, pendant six jours, sous ses yeux, par un petit nombre d'assassins, et au nom de la liberté, des forfaits inouïs, qui, à trois, et vingt-trois années de distance (1795 et 1815), furent imités dans d'autres villes de la France (Lyon, Marseille, etc.), par une faction qui se disait royaliste, en égorgeant, sans jugement, des milliers de Français, au nom du roi de France!

---

## AFFAIRES DE GALICE.

---

DEPUIS la mort funeste, mais glorieuse, de l'infortuné général Porlier, les amis de la liberté, qu'une cour perfide et cruelle croyait avoir épouvantés par l'appareil des supplices, poursuivaient, en Galice, avec une inébranlable persévérance, leurs héroïques desseins pour renverser la tyrannie. Malgré les obstacles de tout genre qu'apportait le gouvernement à la circulation des nouvelles, elles se propageaient néanmoins avec une étonnante rapidité, d'une extrémité de la péninsule à l'autre. Du moment qu'on eût appris, à la Corogne, les événemens qui s'étaient passés à l'île de Léon, dans les premiers jours de janvier 1820, on ne songea plus qu'à seconder, par tous les moyens, des projets aussi généreux, aussi hardis, et dont l'exécution était environnée de

tant de périls. La conviction profonde où l'on était que si le plus parfait accord ne s'établissait pas sur-le-champ entre tous les amis de la patrie, cette nouvelle entreprise aurait le sort de celles qui l'avaient précédée, décida à presser de plus en plus le soulèvement de toute la province de Galice; toutefois, la destruction d'un gouvernement fondé sur une obéissance de plusieurs siècles, et fortifié par la terreur, n'était une chose ni prompte ni facile à effectuer; par malheur, la marche des opérations était lente, parce que, pendant le cours des six dernières années qui venaient de s'écouler, on avait vu avorter dès leur naissance le germe des plus nobles projets, et que, maintenant, chacun craignait de se compromettre; il était donc nécessaire de compter sur un grand nombre d'individus, inaccessibles à la crainte, pleins de confiance les uns dans les autres, et décidés à tout; il ne l'était pas moins que les réunions clandestines ne se rassemblaient qu'avec un profond mystère, et que la surveillance des autorités fût déçue; enfin, il était indispensable de réunir en un seul point tout ce que la prudence et la prévoyance humaine peuvent inspirer dans des conjonctures aussi importantes. D'ailleurs le

temps pressait, et les nouvelles qui parvenaient d'Andalousie n'étaient pas rassurantes; l'arrivée du général Vénégas alarmait les uns, rassurait les autres, et décourageait ceux qui, en plus grand nombre que tous les autres, croyaient que sa présence pourrait mettre obstacle à l'exécution de projets déjà si avancés.

Ce général, qui, chargé des ordres de la cour, n'était cependant parti de Madrid qu'avec une extrême répugnance, avait déjà appris à Villa Franca del Bierzo, une partie des projets qui se tramaient à la Corogne, et on ne lui avait pas même laissé ignorer qu'on l'attendait dans cette ville pour s'assurer de sa personne; mais, soit qu'il n'accordât pas une entière confiance à ceux qui lui avaient fait ces communications, soit qu'il ne voulût pas manifester d'avance des craintes qui pouvaient n'être pas fondées: ou peut-être (ce qui paraît plus vraisemblable), qu'il eût formé le dessein de prévenir, par des moyens de conciliation, l'exécution des plans dont on venait de l'instruire, il est certain qu'il continua sa marche jusqu'à Betanzos, où il arriva le 20 février au matin, sans manifester le moindre soupçon. Là, il demanda au colonel du régiment provincial de Betanzos D. Heracilio Alaiz, s'il n'y avait rien de nouveau à la

Corogne ; question mystérieuse qui échapa à sa circonspection ordinaire, car ses craintes augmentaient de plus en plus en approchant de la capitale de la province. Toutefois, le colonel, instruit de tout ce qui se passait, par les amis de la liberté, qui comptaient sur lui pour l'exécution de leurs plans, et qui leur avait promis toute son assistance, parvint à dissiper les inquiétudes du général, avec tant de finesse et de sagacité, que celui-ci n'hésita plus à continuer sa route.

Tel était, en ce moment, l'état des choses à la Corogne. Plusieurs habitans du Ferrol, de Vigo, de Betanzos, d'intelligence avec cette ville, n'attendaient que le signal convenu pour seconder les opérations de leurs amis, en levant au même instant l'étendard national, et appelant sur divers points, par cette importante diversion, un ennemi qui pouvait disposer de forces et de ressources beaucoup plus considérables qu'eux.

Le général arriva dans l'après-midi ; le soir, plusieurs officiers se réunirent pour déterminer le temps, le lieu, et les moyens à prendre pour faire éclater la conjuration. Après avoir aplani quelques difficultés, et s'être entendus avec plusieurs des citoyens les plus dévoués

de la ville et des villages voisins, ces braves militaires, certains qu'ils seraient soutenus par le peuple tout entier, et assurés de l'assentiment secret du général, qu'on savait désirer au fond de son cœur l'établissement du gouvernement constitutionnel, se séparèrent jusqu'au lendemain, jour désigné pour rendre la liberté à l'Espagne, ou du moins, et à tout événement, si des obstacles imprévus venaient s'opposer à ce grand dessein, pour donner à leurs frères d'Andalousie des secours que leur situation leur rendait si nécessaires.

Malgré les imminens dangers attachés à exécuter, pendant le jour, une entreprise de la nature de celle dont il s'agit ici, les conjurés de la Corogne, qui n'ignoraient pas ces dangers, mais qui ne pensaient pas qu'un dessein juste, tramé pour rendre la liberté à la patrie, dût être conduit comme une de ces conspirations vulgaires, enfantées par l'ambition ou la vengeance, résolurent de donner un exemple tout-à-fait nouveau dans l'histoire, et à leur démarche un caractère imposant de justice. Ils ne voulurent point surprendre insidieusement les dépositaires de l'autorité, mais réclamer hautement, et comme une chose sacrée, les droits d'un grand peuple, indignement usurpés par

quelques tyrans. Ce fut donc l'heure de midi, et l'instant où les chefs et les officiers de la garnison se rendraient auprès du général Vénégas, pour le complimenter sur son arrivée, qu'ils choisirent pour mettre leurs projets au jour.

Quoique tous les officiers ne fussent pas dans le secret de cette conjuration, l'esprit de l'armée était trop bien connu pour qu'il fût permis de douter qu'au moment où elle éclaterait, tous ne fussent jaloux de concourir à la gloire de défendre la liberté nationale. Cependant, si, contre toute attente, il en était quelques-uns d'assez lâches pour s'opposer à une aussi glorieuse résolution, il fut décidé, qu'à l'instant même, on prendrait les mesures les plus énergiques et les plus efficaces pour rendre leur résistance inutile, et surmonter tous les obstacles.

Le 21 février, à midi, pendant que les chefs des corps et les officiers se rendaient au palais, pour saluer le Général, un murmure confus, présage trop souvent funeste des grandes commotions politiques, annonça que l'heure était arrivée où la Galice allait secouer le joug du plus honteux esclavage, et que, pour y parvenir, les citoyens et l'armée n'avaient plus d'autres moyens à prendre que ceux qu'avaient



embrassés leurs généreux devanciers de l'île de Léon.

Le grand salon du palais était rempli de militaires de tout grade, et le général Vénégas, ne portant pas d'épée ce jour-là, contre son usage, recevait leurs hommages sans défiance. Le second commandant de la province, Don Nicolas Llano-Ponte, n'était pas présent ; cette circonstance, qui n'était en effet que le résultat du hasard, ne pouvait cependant être vue avec indifférence, dans un moment où les troupes, incertaines sur le parti qu'elles auraient à suivre, la présence d'un Général pouvait renverser, en un instant, toutes les mesures qui auraient été prises. Par bonheur, il arriva qu'à peine cet homme eut été instruit, dans la rue, de ce qui se passait au palais, que, loin de courir à la défense du Capitaine-Général, il ne songea qu'à se sauver lui-même.

Il avait été convenu, pour signal du mouvement, qu'un demi-quart d'heure après que le corps d'officiers serait entré dans le salon, les citoyens, qui étaient avertis, feraient entendre sur la place les cris de : *Vive la Nation, vive la Constitution*. Cependant le temps s'écoulait et l'on n'entendait rien : Alors le lieutenant colonel D. José Aranda sortit du cercle, se pré-